

The press review

16-31 March 2016

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distancie formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

Luxemburger Wort

Tax competition and Luxembourg

What is a tax haven?



Photo: Shutterstock

Published on Friday, 18 March, 2016 at 09:42

By Stephen Evans

If people have heard of Luxembourg at all, the words “tax haven” will tend to jump into their minds. But if a recent report is to believed, it is unfair to single out the Grand Duchy for offering uniquely advantageous tax conditions to international firms.

Luxembourg was ranked joint third in terms of corporate tax competitiveness in a survey* by the UK operation of the consultants KPMG.

Senior executives of 102 major UK and international companies were asked to list the three countries with the most competitive tax regimes in 2015. Ireland came top with 71 percent, followed by the UK on 70 percent, with Luxembourg equal with the Netherlands on 41 percent, with Switzerland on 26 percent.

However, when looking at the results for non-UK companies only, Luxembourg was ranked in joint first place, with the UK. Other countries cited as having competitive tax regimes were the USA, Germany and France. The Grand Duchy is

particularly attractive for international companies, but maybe that is only because it is better at a tactics everyone else is trying to deploy.

Tax competition is hotting up

Tax competition is hotting up, as big countries as well as small seeks to attract foreign investment. Indeed the UK finance minister announced in the March 16 budget that headline corporate tax would fall from 20 percent now to 17 percent in 2020. This compares to his Luxembourg counterpart Pierre Gramegna's announcement of a three point cut to 26.01 percent by 2018. This announcement provoked grumbles from the Luxembourg business community which is worried that the country's competitiveness may be slipping.

On the other hand, maybe Luxembourg is better placed if it is not leading the field on this matter. The country does not enjoy being criticised, and would maybe prefer that other countries took the heat.

Also, as the KPMG report pointed out "companies place more importance on the simplicity, stability and predictability of a tax regime than on headline rates." It added that: "political and macro-economic stability are particularly appealing features." Few countries score better than the Grand Duchy on these points.

The report also showed broad support among multinationals for the global measure designed to cut corporate tax avoidance. The "Base Erosion and Profit Shifting" (BEPS) scheme has several potential strands, and all but one of these was supported by the firms surveyed by a margin of at least two to one.

The potential change to interest deduction rules were seen as damaging to business by 46 percent, the only potential rule that provoked such a negative reaction.

*The home for business? Assessing the competitiveness of the UK

Luxemburger Wort

World Happiness Report" de l'ONU

Le Luxembourg, 20e sur la liste des pays où l'on vit le plus heureux



Nyhavn, un quartier de Copenhague, la capitale du pays numéro un du "World Happiness Index" 2016.

© scanrail/istock.com

Publié le jeudi 17 mars 2016 à 11:03

Le Danemark a repris son titre de pays où il fait le mieux vivre, reléguant la Suisse au deuxième rang du classement de l'édition 2016 du "World Happiness Report" de l'ONU.

La parution de cet indice coïncide avec la journée mondiale du bonheur du 20 mars. La quatrième édition de ce classement réalisé par des spécialistes onusiens classe 156 pays selon leurs "niveaux de bonheur".

Après avoir perdu son titre au profit de la Suisse l'année dernière, le Danemark a repris la première place. Ce pays scandinave s'est illustré en tête de ce classement trois fois sur quatre.

La nouveauté de l'indice cette année est qu'il prend en compte les "inégalités" face au bonheur et au bien-être des différentes populations.

Les pays nordiques et scandinaves dominent ce top 10, le Danemark, l'Islande, la Norvège, la Finlande et la Suède prenant la moitié des 10 premières places.

Le Luxembourg se retrouve 20e, l'Allemagne 16e, la France 32e et la Belgique 18e.

Pour établir ce classement, les spécialistes ont pris en compte le PIB par habitant, l'espérance de vie en bonne santé, le soutien social, la confiance (mesurée par l'absence de corruption émanant du pouvoir et des entreprises), la liberté de prendre des décisions concernant sa vie, la générosité (mesurée par les dons) et l'inégalité face au bonheur (nouveauté de cette année).

L'ONU avance que le bonheur est un meilleur indice global de bien-être humain que lorsque l'on prend en compte séparément le revenu, la pauvreté, l'éducation, la santé ou les bonnes politiques.

On notera que des pays affichent l'importance de la recherche du bonheur et du bien-être pour ses citoyens, et ont pour cela récemment nommé des ministres du bonheur. C'est le cas du Bhoutan, de l'Équateur, des Émirats Arabes Unis et du Venezuela.

Le Danemark remporte régulièrement le titre de premier pays où il fait bon vivre, que ce soit selon l'ONU ou l'OCDE, grâce en partie à des mesures très généreuses de congé parental, à l'égalité des sexes, à un bon équilibre entre la vie personnelle et professionnelle et aussi grâce à la sécurité qu'offre ce pays.

Les 10 premiers pays de ce classement

1. Danemark
2. Suisse
3. Islande
4. Norvège
5. Finlande
6. Canada
7. Pays-Bas
8. Nouvelle-Zélande
9. Australie
10. Suède

Les pays les moins bien placés sont le Burundi, la Syrie et le Togo.

LE JEUDI

La justice reproche à Serge Dassault d'avoir dissimulé des millions d'euros au Luxembourg et au Liechtenstein

21/03/2016



L'industriel et sénateur Serge Dassault a été renvoyé en procès pour blanchiment de fraude fiscale dans l'enquête sur son patrimoine, la justice le soupçonnant d'avoir dissimulé plusieurs millions d'euros au Luxembourg et au Liechtenstein.

Le parquet national financier (PNF) a délivré début mars une citation directe visant le sénateur (Les Républicains) de 90 ans, PDG de l'un des fleurons de l'industrie française, a-t-on appris lundi de source proche de l'enquête. L'audience devrait se tenir le 4 juillet devant le tribunal correctionnel de Paris, a confirmé une source judiciaire. Sollicité, son avocat, Me Pierre Haïk, n'était pas disponible dans l'immédiat.

M. Dassault devra aussi comparaître pour omission de déclaration à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Cette instance, chargée de vérifier les situations patrimoniales des élus, avait émis un « doute sérieux » sur « l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité » de ses déclarations, le soupçonnant d'avoir omis de déclarer des avoirs détenus à l'étranger. Le PNF avait ouvert une enquête en novembre 2014. En cause, selon une source proche de l'enquête, l'existence présumée de comptes détenus au Liechtenstein et au Luxembourg par l'industriel, l'une des plus grandes fortunes françaises.

L'existence de « cagnottes » dans ces deux pays avait déjà été évoquée dans le cadre de l'enquête sur un système présumé d'achats de voix lors des campagnes municipales de Corbeil-Essonnes (Essonne) en 2009 et 2010. Une enquête dans laquelle Serge Dassault est mis en examen avec sept autres personnes, dont l'actuel maire, Jean-Pierre Bechter (Les Républicains). L'une des personnes poursuivies, Gérard Limat, avait livré un témoignage clé en octobre 2014. « Grand ami » de la famille, il avait confié avoir utilisé deux comptes au Luxembourg, appartenant en réalité au sénateur, pour distribuer jusqu'en 2010 des fonds à des intermédiaires dans le cadre des campagnes à Corbeil.

– Des dizaines de millions –

Les investigations ont notamment montré que près de 4 millions d'euros ont été transférés à partir de ces comptes à « des œuvres prétendument caritatives en Algérie et en Tunisie sur la période 2009 et 2010 », d'après la source proche de l'enquête. « Ce n'est pas mon argent qui a transité dessus (...) Tous ces bénéficiaires m'ont été indiqués par Serge Dassault », avait confié M. Limat aux enquêteurs, d'après cette source. Sur un des comptes, « alimenté à l'origine par des fonds de Marcel Dassault », père de Serge Dassault et fondateur du groupe Dassault, il estimait, au moment de son audition, qu'il restait « de 10 à 12 millions d'euros ».

Gérard Limat avait aussi confié avoir pris l'habitude de transférer de l'argent à partir « des cagnottes » luxembourgeoises à une société financière suisse, qui lui amenait ensuite les fonds en espèces à Paris pour qu'il les remette à Serge Dassault. « Je posais le sac dans un coin de son bureau et immédiatement, on parlait d'autre chose », avait-il déclaré, selon la source.

D'après les enquêteurs, ces fonds se sont élevés à plus de 56 millions de francs suisses entre 1995 et 2009 (soit environ 52 millions d'euros), un chiffre que Gérard Limat n'a pas réfuté, a-t-on précisé de même source. Dans l'enquête menée par les juges d'instruction, plusieurs témoignages accréditent un système d'achat de voix. Les magistrats ont aussi saisi à la résidence et QG politique de Serge Dassault des listes d'électeurs avec les mentions « payé » et « non payé » et des annotations (« permis de conduire », « soutien sortie détention »...), formules tendant à accréditer cette pratique frauduleuse.

L'industriel est mis en examen pour achat de votes, complicité de financement illicite de campagne et financement en dépassement du plafond autorisé. Il ne nie pas les dons, mais conteste toute corruption et tout lien avec les élections. Coup dur pour Serge Dassault, la Cour de cassation a validé la semaine dernière l'ensemble de cette procédure, dont il demandait l'annulation.

AFP

Luxemburger Wort

LSK

Strauss-Kahn's bankrupt Luxembourg investment firm faces fraud probe



Former IMF chief Dominique Strauss-Kahn and chairman of the now bankrupt Luxembourg firm Leyne Strauss-Kahn and Partners

Photo: AFP

Published on Friday, 25 March, 2016 at 12:33

(AFP) A bankrupt Luxembourg investment firm once chaired by disgraced former IMF chief Dominique Strauss-Kahn will be investigated for fraud, a French judicial source said Thursday.

French prosecutors set out charges of organised fraud, misuse of corporate assets and breach of trust against Paris-listed Leyne Strauss-Kahn and Partners (LSK) earlier this month.

"The investigators are interested in the functioning of LSK from 2007 and not only during the period when Dominique Strauss-Kahn was chairman," the source said.

It is the latest in a series of scandals for the former French ministers, which have derailed the career of a man once considered a frontrunner for the French presidency.

He resigned as head of the International Monetary Fund in 2011 after being accused of attempted rape in New York, although the charges were later dropped.

He faced trial last year for his alleged role in a prostitution ring in France, but was acquitted.

Strauss-Kahn had hoped to turn LSK into a \$2 billion investment fund and headed its board of directors from September 2013 to October 2014.

But the firm in Luxembourg went bankrupt in November 2014, owing nearly 100 million euros to more than 150 creditors, according to a source close to the investigation.

Former shareholders of LSK have accused Strauss-Kahn of lying about the health of the company's finances.

Jean-Francois Ott, former chief of real estate firm Orco, launched the initial complaint, saying he was given false information about LSK and lost 500,000 euros that he invested in July 2014.

Strauss-Kahn has blamed the company's mismanagement on his business partner, Thierry Leyne, who committed suicide in October 2014.

The Luxembourg company was declared bankrupt a few weeks later.

Strauss-Kahn quit the firm just days before Leyne's death and accused his former associate of "excessive borrowing".

The investigators will seek to determine whether he had a direct role in managing the company's funds, which he denies.

Strauss-Kahn said in a letter to the Luxembourg judiciary in November 2014 that board meetings did not reveal any serious difficulties in the finances, and daily operations were left to Leyne.

Strauss-Kahn's lawyer Jean Veil said that in autumn 2014 his client had "made the Luxembourg prosecutor aware... of irregularities he had noticed."

Veil added that the former IMF chief "received no remuneration for his work at LSK and lost the value of his investments. He is himself a financial victim of Thierry Leyne".

But critics say he must have known about LSK's financial difficulties, noting that the firm stopped making payments in May 2014.

Yohan Attal, lawyer for a couple, the Urbachs, said that at the time when his clients were considering solicitations from LSK, "the directors of the company and the president knew their merchant bank was bankrupt".

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

Procès LuxLeaks : le soutien à Antoine Deltour s'organise

Dans Affaire "LuxLeaks", Politique et société, 30/03/2016



Antoine Deltour est, avec Édouard Perrin et un troisième lanceur d'alerte, inculpé au Luxembourg. (Photo : Archives LQ)

Une vingtaine de juristes, journalistes, activistes des droits de l'homme vont constituer, vendredi, un comité de solidarité à Antoine Deltour, lanceur d'alerte à l'origine de l'affaire LuxLeaks.

La réunion aura lieu le 1er avril et ce n'est pas une blague. Sinon mauvaise, comparable au renvoi d'Antoine Deltour et du journaliste Édouard Perrin devant la justice. Le procès s'ouvre le 26 avril et la solidarité s'organise.

Dans moins d'un mois, l'ex-auditeur de PwC Antoine Deltour, reconvertis en lanceur d'alerte, devrait être assis sur le banc des prévenus à Luxembourg où doit s'ouvrir son procès consécutif à l'affaire LuxLeaks. À ses côtés, deux autres prévenus, le journaliste français Édouard Perrin et un autre employé de la firme d'audit dont le nom est toujours tenu secret, mais qui avait, comme Antoine Deltour, fourni des informations sur les rescrits fiscaux.

À Luxembourg, un comité de solidarité s'organise pour défendre ces «Robin des Bois» de la finance, ces lanceurs d'alerte qui subiront quand même cinq jours d'audience du 26 avril au 4 mai. Antoine Deltour doit répondre de vol domestique, d'accès ou de maintien frauduleux dans un système informatique, de divulgation de secrets d'affaires, de violation de secret professionnel et de

blanchiment-détention des documents soustraits, selon le communiqué de l'administration judiciaire qui annonçait le procès.

Scandaleux, estiment ses soutiens au Luxembourg, parmi lesquels Justin Turpel, ancien député de déi Lénk, est aux premiers rangs. Ces «activistes défenseurs des droits de l'homme, journalistes et juristes» vont constituer le comité de solidarité vendredi 1er avril à 12 h 15 au casino syndical de Bonnevoie. Non, ce n'est pas un poisson d'avril mais peut-être faut-il le prendre comme un pied-de-nez, une mauvaise blague, certainement comparable, dans leur esprit, au renvoi du lanceur d'alerte devant la justice.

La pratique formalisée

«J'ai dénoncé des pratiques qui, jusqu'à ce jour, sont légales mais de plus en plus considérées comme contraires à l'éthique. J'ai du mal à imaginer que je puisse être condamné pour l'exemple. Mon action va dans le sens de l'histoire, initiée par d'autres lanceurs d'alerte ou des ONG. Je n'ai jamais demandé de contrepartie. PwC est partie civile, mais, dans leur mentalité, ils ont du mal à comprendre le caractère désintéressé de ma démarche», expliquait Antoine Deltour au journal Libération le 14 décembre 2014.

Pour la vingtaine de signataires de cet appel, Antoine Deltour a mis en lumière «l'échelle industrielle du système de planification fiscale agressive» et que «les répercussions de ces révélations sont immenses.»

Au Grand-Duché, les rulings fiscaux n'ont pas disparu, le service a même été renforcé à l'administration des Contributions directes et ces pratiques, finalement dotées d'un cadre légal clair en décembre 2014. Commentaire du ministère des Finances : «Le système modernisé reflète et formalise la pratique existante, tout en permettant d'améliorer le dialogue entre l'administration et le contribuable et d'assurer la sécurité juridique dans les affaires économiques internationales». On est loin des «immenses avancées» et de l'équité fiscale que défendent Antoine Deltour et le journaliste Édouard Perrin.

Ce dernier est accusé d'avoir manipulé un autre employé de PwC pour son enquête journalistique. Il doit répondre comme coauteur ou complice des infractions de divulgation de secrets d'affaires et de violation de secret professionnel et, comme auteur, de l'infraction de blanchiment-détention des seuls documents soustraits par le second collaborateur, précisait l'administration judiciaire.

Pour le comité de solidarité qui s'organise à Luxembourg, ces prévenus-là sont des héros. En parlant d'Antoine Deltour, il constate que «son acte civique s'inscrit dans un large mouvement animé de nombreux citoyens, de personnalités politiques de tous bords, d'artistes, d'universitaires, de dirigeants de PME, d'autres lanceurs d'alerte, de syndicats, d'ONG, de journalistes, et même d'institutions internationales, tous déterminés à agir contre l'opacité de la finance offshore et pour davantage de justice fiscale».

Quant à Édouard Perrin, «le journaliste a effectué un travail légitime d'information auquel les citoyens ont droit», estime le comité pour qui «ces poursuites judiciaires vont à l'encontre des principes basiques de la liberté de la presse, le secret des sources ainsi que le droit d'enquêter».

Geneviève Montaigu

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS



22 mars 2016 14:55

CORRUPTION

Sarkozy pourra-t-il échapper au procès?



Nicolas Sarkozy est sous la menace d'un procès. (Photo: AFP)

La Cour de cassation a validé mardi les écoutes téléphoniques dans l'enquête où Nicolas Sarkozy est mis en examen pour corruption. Dans cette affaire, qui fait planer la menace d'un procès sur les ambitions de retour à l'Élysée de l'ancien président, les juges ont terminé leur enquête.

«C'est une procédure malade qui va continuer maintenant», a déploré l'avocat de Nicolas Sarkozy, Me Patrice Spinosi, qui la juge «fragile» et «susceptible d'entraîner la condamnation de la France à la Cour européenne des droits de l'Homme» (CEDH). L'ancien chef de l'État est soupçonné d'avoir tenté d'obtenir de Gilbert Azibert, alors magistrat à la Cour de cassation, et par l'entremise de son avocat historique, Me Thierry

Herzog, des informations couvertes par le secret. Et ce, dans le cadre d'une procédure sur la saisie de ses agendas, en marge de l'affaire Bettencourt, dans laquelle il a bénéficié d'un non-lieu.

De son côté, M. Sarkozy devait intervenir en faveur de M. Azibert pour qu'il obtienne un poste de prestige à Monaco, ce qu'il n'a finalement pas fait. L'ex-président y voit la démonstration qu'il n'a rien à se reprocher. Tous trois mis en examen, MM. Sarkozy, Herzog et Azibert ont contesté la régularité de la procédure. La Cour de cassation n'a donné raison qu'aux deux derniers: elle a annulé la saisie de l'avis du conseiller rapporteur et le projet d'arrêt dans l'affaire et annulé la retranscription d'une écoute entre Me Herzog et le bâtonnier de Paris de l'époque, Me Pierre-Olivier Sur.

Lors de l'audience le 28 janvier, le premier avocat général François Cordier s'était prononcé pour l'annulation de ces documents couverts par le secret du délibéré, qui n'étaient selon lui pas utiles à la manifestation de la vérité. Quant à la conversation entre Mes Herzog et Sur, c'est à tort qu'elle a été retranscrite, car, avait estimé le magistrat, son contenu ne suffit pas à lui seul pour soupçonner Me Herzog d'avoir participé à l'infraction.

(*L'essentiel*/AFP)

<http://www.independent.co.uk>

Corrupt European countries costing EU nearly £800bn a year, says study



Romanian police on patrol. The country is among the most corrupt countries in the EU

Romania, Bulgaria and Croatia are the most corrupt countries in the EU, according to a new European Parliament study which reveals that corruption throughout Europe is costing almost £800 billion a year. The staggering sum, which equates to 6.3 per cent of overall EU-28 GDP, has prompted calls for the creation of a European Public Prosecutors' Office as part of a crackdown on corrupt practices.

The new estimate of the total annual loss, at £782bn, is more than eight times higher than previous calculations. This is because it measures the full cost of the problem – ranging from indirect effects such as companies being put off from investing, to direct impacts including money lost from tax revenues.

Corruption, which the report defines as the “abuse of power for private gain” can vary from paying bribes to officials abusing their powers to award lucrative procurement contracts.

And the cost is not just financial. There are also significant social and political costs, such as greater inequality, higher levels of organized crime, and a weaker rule of law, it warns.

“Besides economic costs, corruption represents a substantial threat as a tool of organized crime and terrorist groups, often utilized to gain influence and maintain their operations,” states the research, carried out for the European Parliament by the Rand Europe think tank.

Britain is the sixth least corrupt country in Europe, behind Luxembourg, the Netherlands, Sweden, Finland and Denmark, it says. Eastern European countries are all above the EU average when it comes to levels of corruption and are ranked in the bottom half of a table of 28 member states.

The report recommends several major changes which could save more than £56bn a year. These include extending a Cooperation and Verification Mechanism already used with Bulgaria and Romania to a number of other European countries; creating a European Public Prosecutors’ Office to support the work of the European Commission Anti-Fraud Office; and a shared EU procurement system.

Marco Hafner, a research leader at RAND Europe and the report’s main author, said: “Corruption imposes significant social, political and economic costs. Not only does it result in huge amounts of money being lost annually, but corruption leads to more unequal societies, higher levels of organized crime, weaker rule of law and lower trust in public institutions.”

He added: “Measuring corruption is challenging, but our study provides one of the most realistic and current estimations of its true cost to Europe as a whole. Our recommendations highlight achievable targets for the EU and member states to help stop corruption from taking place and limit the amount of money lost each year.”

Responding to the findings, Carl Dolan, director of Transparency International EU, said: “These figures confirm what we have always suspected – corruption is a big black hole at the heart of the European economy and a brake on recovery.”

He added: “The EU should use its powers to drive a transformative transparency agenda, one which would open up public and corporate data to scrutiny by civil society, journalists and anti-corruption activists.”

<http://www.theguardian.com>

Wednesday 23 March 2016

Former Malaysian premier Mahathir sues PM Najib over 'abuse of power'



Malaysia's prime minister Najib Razak has denied any wrongdoing. Photograph: Olivia Harris/Reuters

Former Malaysian Prime Minister Mahathir Mohamad is suing the current premier Najib Razak for corruption and misfeasance in public office, according to a statement from his law firm.

Mahathir, 90, who served for more than two decades, has led the charge against his former protégé who has faced corruption allegations that are linked to the debt-laden state fund 1 Malaysia Development Bhd (1MDB).

Mahathir and two of his allies, former members of the ruling United Malay National Organization (UMNO) party that Najib now heads, are seeking a high court order for the country's leader to pay millions of pounds in damages.

The lawsuit on Wednesday accused Najib of "carrying out various steps that were actively and deliberately taken in bad faith."

Mahathir also accused Najib of trying to "obstruct, interfere, impede and derail the various investigations and inquiries which were being conducted by various legal enforcement agencies".

Najib has vigorously denied that he pocketed \$681m (£479m) from 1MDB. This year, Malaysia's attorney general cleared him of any criminal offences, saying the millions transferred into Najib personal bank account was a gift from the royal family in Saudi Arabia and not from 1MDB.

Known as the “Father of modern Malaysia”, Mahathir has also criticised Najib’s government for arbitrary arrests and a media crackdown, similar to accusations that where lobbied against him during his time in office from 1981 to 2003.

Mahathir has called for a vote of no confidence against Najib in parliament, which has not materialised, and also attended in person an anti-government rally last year in downtown Kuala Lumpur.

Last month, in protest of Najib’s rule, Mahathir resigned from the UMNO party, a political body that he made extremely powerful in Malaysian governance. He also accused Najib of buying politicians.

In response, Najib has sidelined Mahathir and Malaysian police investigated and questioned him for “criminal defamation” after the comments he made during the rally in the capital last year.

Malaysia’s minister of communications Salleh Said Keruak told the Guardian in a statement on Wednesday that the lawsuit shows Mahathir “is clutching at straws.”

“Tun Mahathir tried to topple the prime minister through UMNO. He failed,” he said, using the honorific title. “Tun Mahathir tried a parliamentary vote of no confidence. He failed. Now Tun Mahathir is trying to sue. His accusations are false, so he will fail yet again.”

“Tun Mahathir has run out of options. This action shows that he has no political channels left.”

1MDB was launched in 2009 by Najib, who still chairs its advisory board. Critics say it has been opaque in explaining its dealings. Several international investigations are investigating 1MDB.

Reuters contributed to this report.

<http://www.telegraph.co.uk>

Top US navy officer jailed in massive bribery scandal

26 Mar 2016



Captain Daniel Dusek pled guilty in January 2015 to conspiracy to commit bribery

Captain Daniel Dusek was a golden boy of the US Navy, commander of an amphibious assault ship and tipped for higher things.

Yet he was also the “golden asset” of a Malaysian contractor nicknamed “Fat Leonard”, steering aircraft carriers into ports with little oversight so the US Navy could be cheated out of millions of dollars in inflated bills.

In return for classified information he was supplied with prostitutes and lavish gifts.

He has been sentenced to 46 months in prison for a role in a scandal that has escalated into the biggest corruption case to hit the US Navy.

Dozens of officers are under investigation and two admirals – including the chief of naval intelligence – have been stripped of their access to classified information.

Dusek pleaded guilty last year and has offered evidence against his co-accused and the Malaysian mastermind at the heart of the scheme. In a fresh revelation he said a

decommissioned British naval vessel, the RFA Sir Lancelot, was turned into a party boat to entertain senior navy officials.

During the sentencing in San Diego, California, US District Judge Janis Sammartino said: "It's truly unimaginable to the court that someone in your position with the United States Navy would sell out based on what was provided to you - hotel rooms, entertainment and the services of prostitutes."

She added that his actions "potentially jeopardised national security."

Dusek, 49, was also ordered to pay a \$70,000 (£50,000) fine and \$30,000 in restitution to the navy.

His lucrative sideline only came to public light in October 2013 when he was commander of the USS Bonhomme Richard. She was docked at her home port of Sasebo in Japan when Navy officials boarded the vessel, relieving him of command.

He was the second highest ranking officer to be caught up in an investigation that went to the heart of the US Navy's 7th Fleet.

Until that point, he was a highly decorated officer with a distinguished record.

After being commissioned in 1989, he deployed during Operation Enduring Freedom and Operation Iraqi Freedom during George W Bush's war on terror. He served as commander of the guided missile destroyer USS Fitzgerald, winning two Bloodhound Awards for the best performing anti-submarine ship.

At one point he served as deputy director of operations for the US 7th Fleet, stationed aboard the USS Blue Ridge.

It was a position of tremendous power, serving at the centre of the world's biggest naval force comprising 60 ships and more than 40,000 sailors.

It was during that period, in 2010; he said in his statement, that a "senior officer who was a friend and a mentor" introduced him to Leonard Glenn Francis, the owner of Glenn Defence Marine Asia (GDMA).

At six foot three and weighing more than 25 stone, the charismatic character was known in Navy circles as "Fat Leonard". To others, aware of his lucrative sideline, he was the "Lion King".

In evidence that hints at collusion running deeper and higher than captains and commanders, Dusek said he was told the contractor was "a great friend of the Navy".

Last year, he admitted forwarding classified information about ship movement's dozens of times to GDMA, which held contracts worth more than \$200 million to supply naval vessels in the region.

He also steered vessels into ports where GDMA provided "husbanding services" - from security to pumping out sewage – often at inflated prices.

One potential whistleblower found bills submitted at five times the market rate, but was quietly told to shelve his investigation.

In one instance, Dusek arranged for the USS Abraham Lincoln, an aircraft carrier, to stop at Port Klang, Malaysia, a port terminal owned by Francis, the charge sheet said. The 2010 port visit cost the United States about \$1.6 million.

In return, Dusek was treated to a hotel stay in the Philippines and the services of two prostitutes, according to court documents.

His importance to Francis was revealed in an email recovered by prosecutors. "[Dusek] is a golden asset to drive the big decks [aircraft carriers] into our fat revenue GDMA ports," he wrote.

Francis – who pleaded guilty to bribery and conspiracy to defraud the US – kept the ships coming to his ports with kickbacks of lavish meals, bundles of cash, luxury hotel stays, women and other gifts ranging from designer handbags and ornamental swords to feasts of suckling pig and champagne.

On one occasion, according to court records, he threw a dinner for about 30 officers of the USS Ronald Reagan. The bill came to \$23,061 – but the officers were each charged less than \$100.

And then there was his Thai Seal Team, a squad of prostitutes that would greet American ships when they docked in Asian ports.

On Friday, Dusek became the third sailor to be imprisoned. He said family problems, overwork and heavy drinking made him vulnerable to temptation.

In a statement to the court, he wrote: "I have disgraced myself and the navy that I love and now end my naval career in utter humiliation."

<http://www.lemonde.fr>

Barack Obama prêt à réformer le paradis fiscal du Delaware

LE MONDE | 31.03.2016 à 11h34



L'administration Obama veut mettre fin au régime fiscal opaque de l'Etat du Delaware, comme l'a annoncé au *Monde*, jeudi 31 mars, le secrétaire adjoint au Trésor, Robert Stack, créant la surprise.

Un nouveau règlement de l'*Internal Revenue Service* (le fisc américain) et du Trésor devrait être présenté et adopté rapidement, afin d'obliger les actionnaires des sociétés privées à responsabilité limitée (LLC) – les fameuses sociétés offshore domiciliées dans certains Etats américains considérés comme des paradis fiscaux, comme le Delaware, le Wyoming et le Nevada –, à dévoiler leur identité.

Aucune obligation de transparence

Encore à l'arbitrage, le texte s'appliquera aux sociétés offshores à actionnaire unique, sur lesquelles ne pèse aujourd'hui aucune obligation de transparence dès lors qu'elles ne possèdent pas d'actionnaire américain ou n'ont pas d'activité aux Etats-Unis.

Très prisées, de ce fait, par les riches étrangers et les hommes d'affaires, ces entités, aujourd'hui totalement invisibles du fisc, sont régulièrement accusées d'encourager la fraude et l'évasion fiscales. De nombreux schémas illicites associent des sociétés offshore domiciliées dans le Delaware.

Le gouvernement américain n'a pas encore décidé si cette mesure de transparence s'appliquerait uniquement aux futures sociétés ou serait étendue, de façon rétroactive, aux entités déjà créées.

« Nous voulons présenter cette réforme rapidement. Il est important que nous, Etats-Unis, nous inscrivions dans le mouvement de transparence mondial, explique Robert Stack au Monde. Il n'est pas acceptable qu'une entité soit créée sur notre territoire sans qu'on n'ait la possibilité de savoir qui est son actionnaire et pour quoi cette société est utilisée. Il est important aussi de protéger le fisc américain. »

« Il s'agissait d'un trou dans notre réglementation et il nous fallait le combler », poursuit le secrétaire adjoint au Trésor, chargé des questions fiscales internationales.

Nouveau règlement des impôts

Concrètement, en vertu du nouveau règlement des impôts, les sociétés s'enregistrant sous le statut de LLC à actionnaire unique aux Etats-Unis (en anglais : *single LLCs*) devront déclarer qui est leur bénéficiaire légal, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Ces sociétés seront traitées, sur le plan fiscal, exactement comme des *corporations* (entreprises). Elles obtiendront ainsi un numéro d'identification fiscal.

De plus, toutes les transactions entre ces sociétés et leurs actionnaires devront être également déclarées à l'administration fiscale. Les avantages commerciaux liés aux LLC, dont l'intérêt est d'être présent sur le sol américain pour y faire des affaires, perdureront toutefois, précise Robert Stack.

A dix mois de la fin de son mandat, l'offensive de Barack Obama constitue un petit coup de théâtre et, sur le plan stratégique, un bon point à l'actif des Etats-Unis. Elle intervient alors que monte la pression sur le gouvernement américain – leader, aux côtés des dirigeants de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), dans la lutte mondiale anti-fraude fiscale et anti-blanchiment et la mise au pas des Etats et des territoires non coopératifs –, pour montrer l'exemple.